



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des
populations des Alpes-Maritimes
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS
Zone industrielle du Plan, Chemin Saint Marc – Grasse

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, livre V, titre I, et notamment ses articles L. 511 à L.517 et R. 512-33-II ;
- VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) visée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432d de la législation des Installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 11986 du 7 décembre 2000 autorisant la société SKW BIOSYSTEMS – au bénéfice actuel de la société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS – à exploiter à Grasse, dans la zone industrielle du Plan de Grasse, un établissement de fabrication de matières premières aromatiques à destination de l'industrie agroalimentaire ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 28 juin 2013, pour faire suite à la visite d'inspection du 4 juin 2013 ;

CONSIDERANT que les installations de la société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS citées à l'article 1er de l'arrêté préfectoral susvisé ne respectent pas les prescriptions des articles 28 et 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 et les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, ainsi que les dispositions des articles 1.2.2-5-a et 1.7.10 de l'arrêté préfectoral précité ;

CONSIDERANT que ces écarts à la réglementation sont de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société KERRY FLAVOURS FRANCE SAS dont le siège social est situé Zone industrielle du Plan, Chemin Saint Marc - 06130 Grasse, est mise en demeure, dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de ses installations implantées à la même adresse, de se conformer aux prescriptions qui lui sont applicables, selon les détails et délais énoncés ci-après.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 7 décembre 2000		
Articles	Prescriptions	Délais
1.2.2-5-a	(...) la mesure du débit et la prise d'échantillon devront être réalisés conformément aux dispositions ci-après (...) point de rejet « eaux usées industrielles » (...) paramètre : Ph, fréquence : en continu (...)	2 mois
1.7.10	Le document POI sera tenu à jour régulièrement. Les modifications sont datées et signées par le chef d'établissement ou son délégué (...)	1 mois

Arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement		
Article	Prescriptions	Délais
28	Chaque réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un dossier de suivi individuel comprenant à minima les éléments suivants, dans la mesure où ils seront disponibles : - date de construction (...), - volume du réservoir, - matériaux de construction y compris les fondations, - existence d'un revêtement interne (...), - date de l'épreuve hydraulique (...), - liste des produits ou famille de produits successivement stockés dans le réservoir, - dates, types d'inspection et résultats (...)	3 mois
29	Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir (...). Ce plan comprend : - des visites de routine, - des inspections internes détaillées (...).	3 mois

Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation		
Article	Prescriptions	Délais
6	(...) les massifs des réservoirs (...) les cuvettes de rétention (...) l'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions (...). A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage (...).	3 mois

Les délais mentionnés ci-dessus sont à compter du jour où le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 2 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

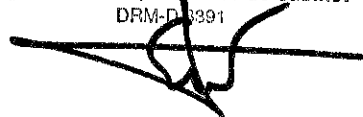
Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société KERRY FLAVOURS FRANCE,
- au sénateur maire de Grasse,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **07 AOUT 2013**

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet
DRM-D 3391



Jehan-Eric WINCKLER



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS
SERVICE ENVIRONNEMENT**

**Installations classées pour la
protection de l'environnement**

Affaire suivie par : Jocelyne Blondeau

☎ 04 93 72 28 59

É 04 93 72 28 05

jocelyne.blondeau@alpes-maritimes.gouv.fr

ENV/ICPE/MED

Nice, le **07 AOUT 2013**

RAR

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre d'une visite d'inspection de votre établissement situé dans la zone industrielle du Plan, Chemin Saint Marc à Grasse, effectuée le 4 juin 2013, l'inspecteur des installations classées a constaté des écarts aux dispositions des arrêtés ministériels des 3 et 4 octobre 2010 et de votre arrêté préfectoral d'autorisation n° 11986 du 7 décembre 2000.

En conséquence, je vous mets en demeure, par arrêté ci-joint, de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les prescriptions applicables à vos installations en matière de prévention des risques, dans les délais fixés à compter de la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabine
CAB-A 367

Johan-Eric WINCKLER

Monsieur le Directeur
Société KERRY FLAVOURS FRANCE
Zone industrielle du Plan
Chemin Saint Marc
06130 Grasse

LA POSTE



**AVIS DE RÉCEPTION
DE VOTRE LETTRE
RECOMMANDÉE**

TAD

AR

▲ RÉFÉRENCES CLIENT ▲

2C 054 658 3170 1

Présenté/Avisé le : 12-8-13

Distribué le : _____

Signature du destinataire : _____

Marc PHILIPPE

CONTRE-REMBOURSEMENT

~~Mr. le Juge
Société KERRY FLANDRES FRANCE
Zone Industrielle du Plan
59130 Guesnart~~

RETOUR A :

LN-36-INC5-14417-11711-M-S-SU

AVIS DE RÉCEPTION